

REVUE DU MONDE MUSULMAN

EXTRAIT

LA
PREMIÈRE RÉPUBLIQUE
MUSULMANE :
L'AZERBAIDJAN

PAR D. Z. T.

PARIS
ÉDITIONS ERNEST LEROUX
28, RUE BONAPARTE (VI^e)

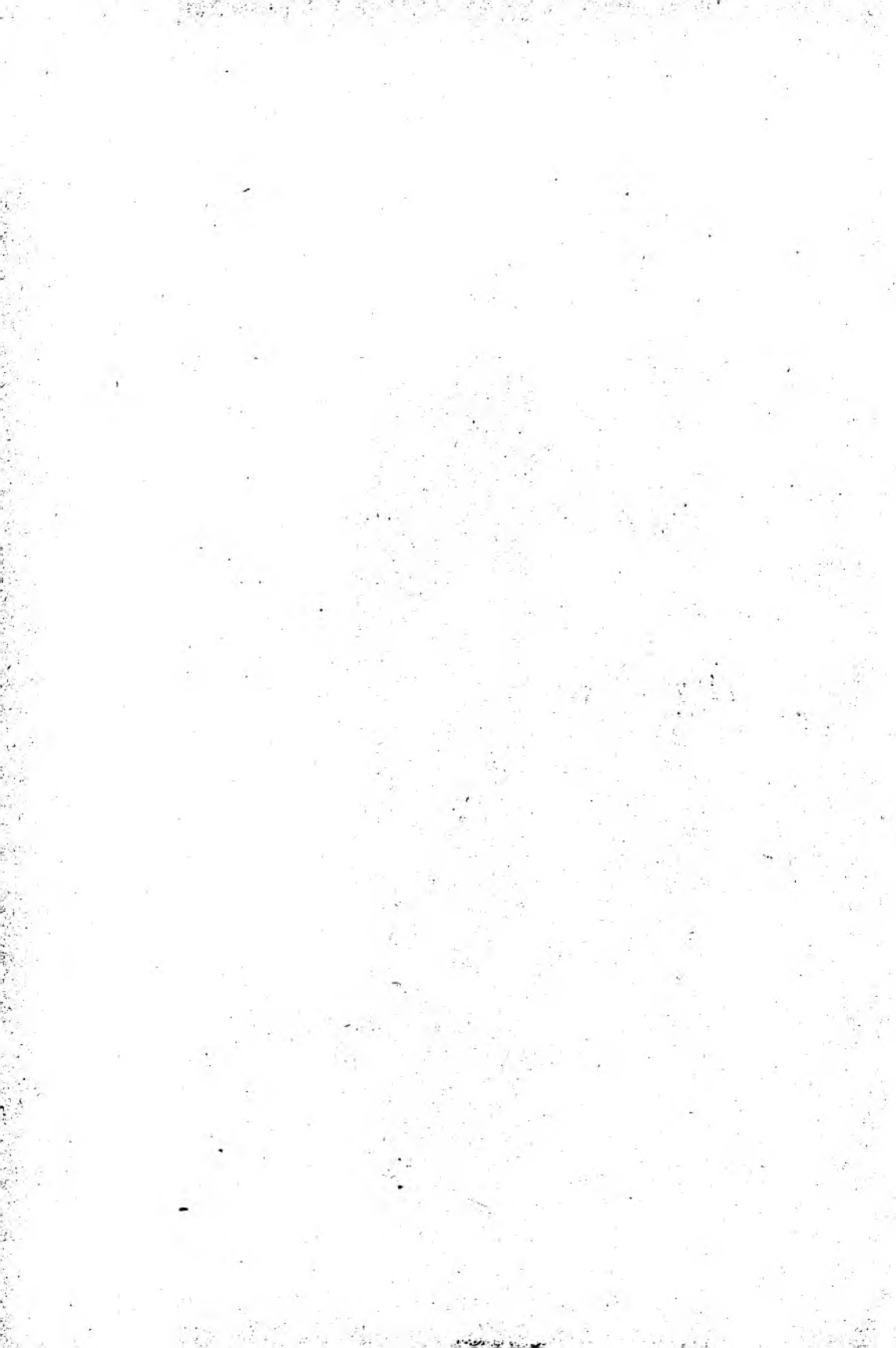
VOL. XXXVI

1919

09 DZT

**FONDS
ROGER LESCOT**





LA
PREMIÈRE RÉPUBLIQUE MUSULMANE :
L'AZERBAÏDJAN

REVUE DU MONDE MUSULMAN

EXTRAIT

LA
PREMIÈRE RÉPUBLIQUE
MUSULMANE :
L'AZERBAÏDJAN

PAR D. Z. T.

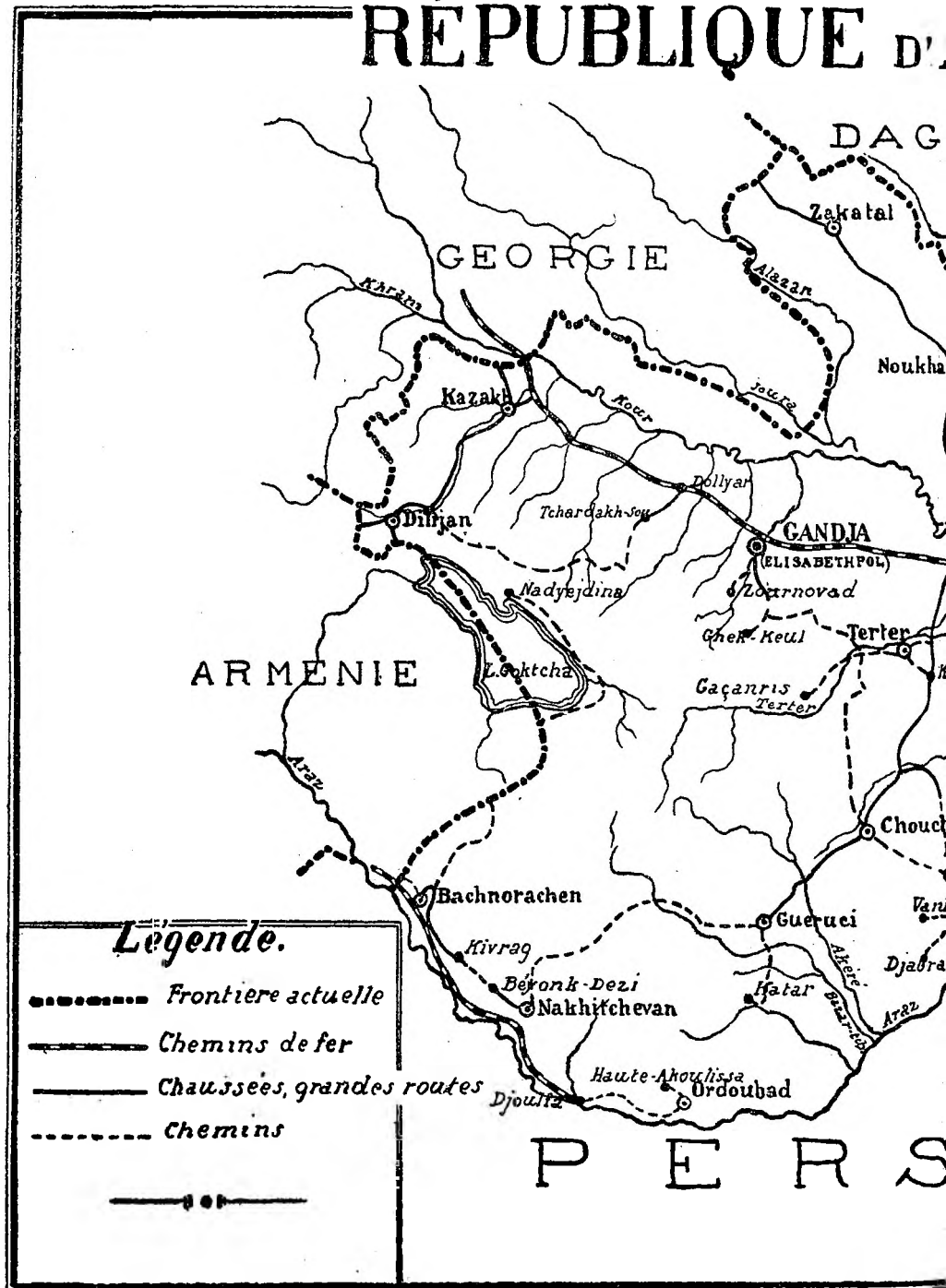
PARIS
ÉDITIONS ERNEST LEROUX

28, RUE BONAPARTE (VI^e)

VOL. XXXVI

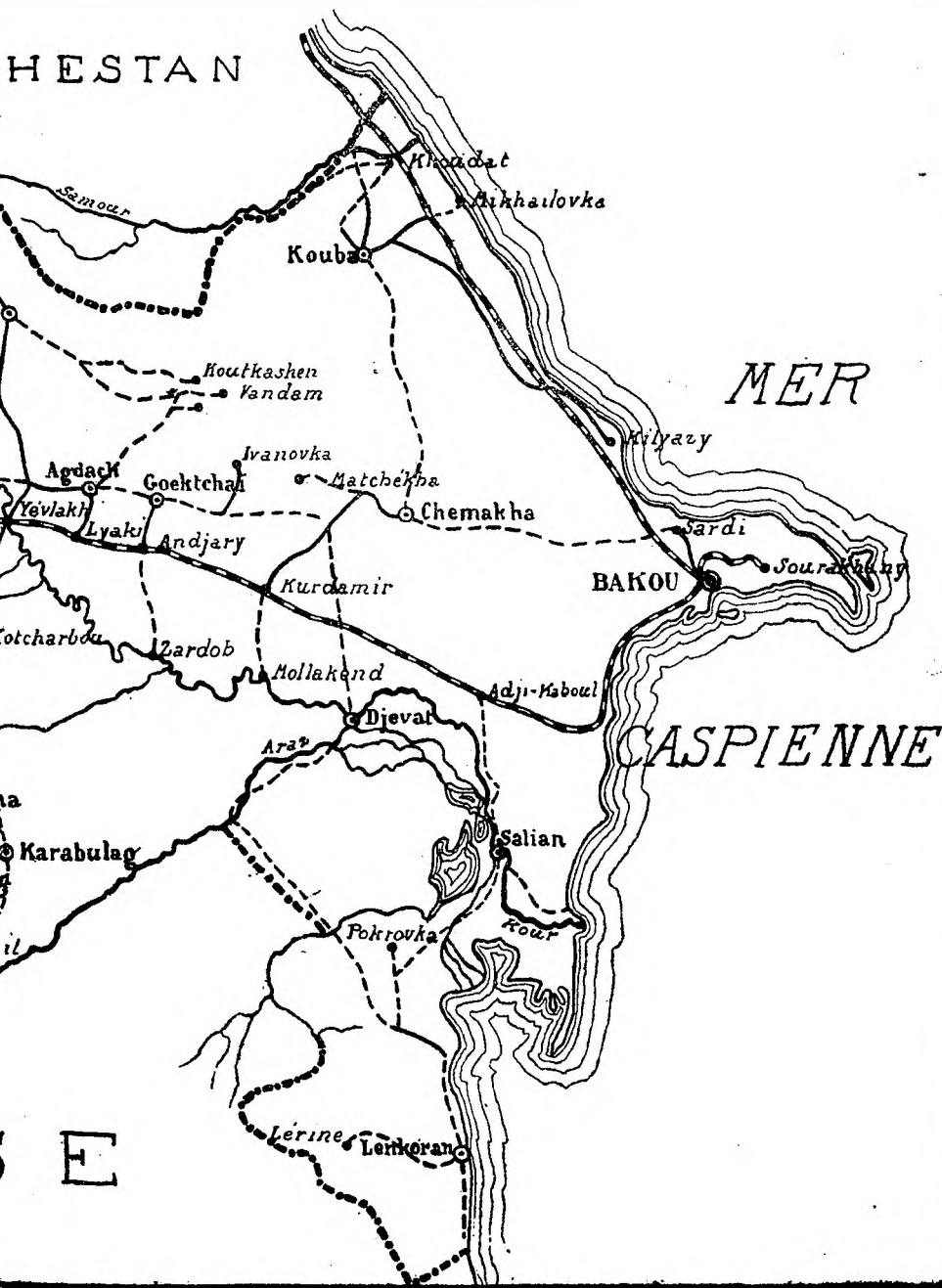
1919

RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

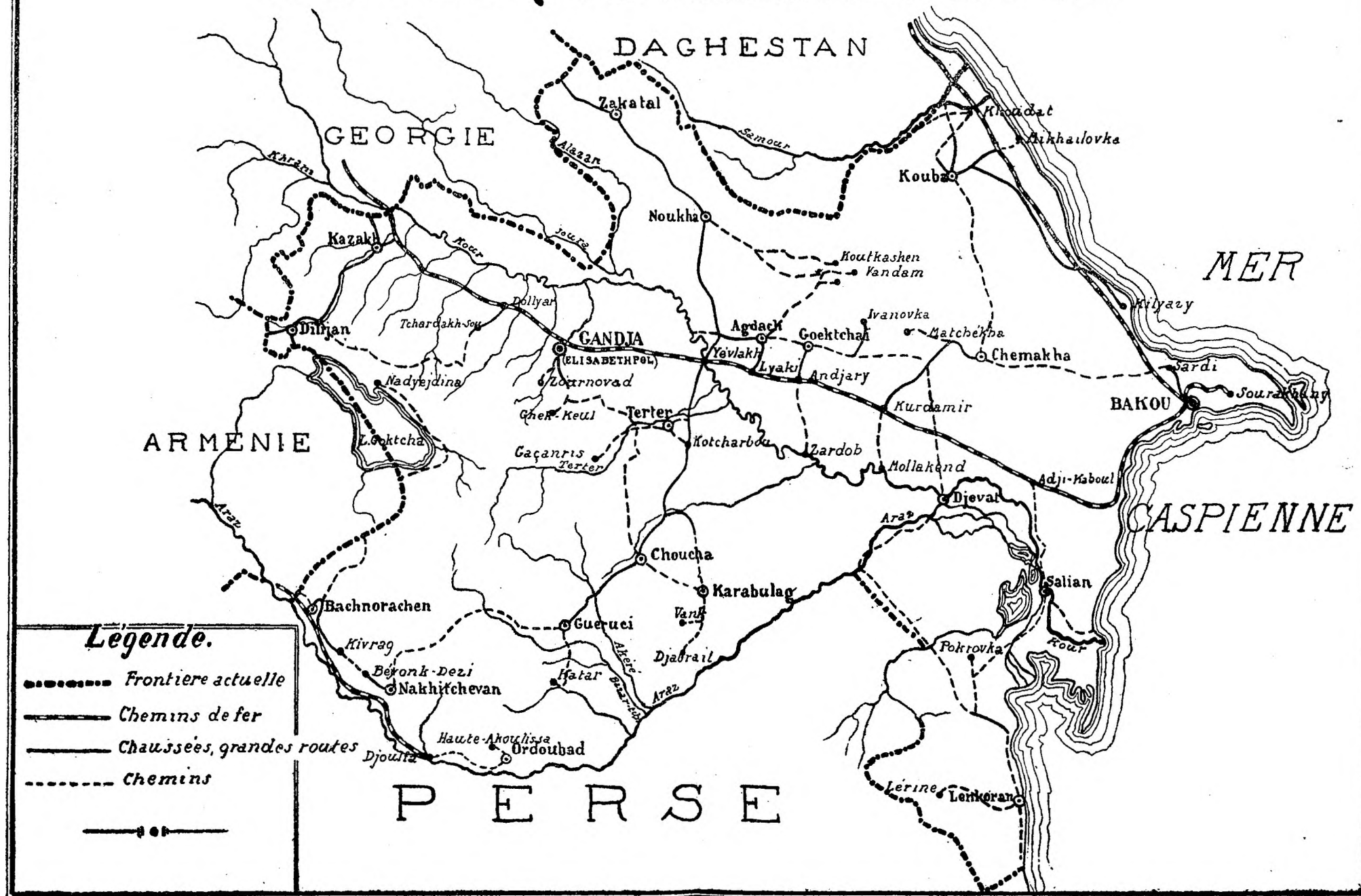


AZERBAÏDJAN.

HESTAN



RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN.



REPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN.

DAGHESTAN

GÉORGIE

ARMÉNIE

PERSE

MER CASPIENNE

BAKOU

GANDJA

NAKHICHEVAN

LEGÈNDE.

- Frontière actuelle
- Chemins de fer
- Chaussées, grandes routes
- Chemins

Légende.

-  Frontière actuelle
-  Chemins de fer
-  Chaussées, grandes
-  Chemins



..... Frontiere actuelle

~~Chemin~~ Chemins de fer

Chaussées grandes.

----- Chemins

P E R S E

LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE MUSULMANE: L'AZERBAÏDJAN

Il y a deux Azerbaïdjan, de peuplement turc, de civilisation iranienne et d'Islam chi'ite, — l'Azerbaïdjan de Tabriz, en Perse, — et l'Azerbaïdjan de Bakou, en Transcaucasie. C'est de ce dernier qu'il s'agit ici.

La R. M. M. publie, dans toute sa force documentaire, ce plaidoyer pro domo, adressé aux membres de la Ligue des Nations par cette population musulmane, intéressante à tant d'égards.

En ce moment où la détresse des Arméniens orientaux, imprudemment incités à des espérances trop vastes par diverses intrigues politiques, est révélée à la presse européenne, — cette note montrera que les chrétiens n'ont pas été les seules victimes des dissensions savamment semées en Transcaucasie par la bureaucratie russe : qu'il en existe d'autres, les Azerbaïdjanis de Bakou, de Guendjè et du Karabagh.

Quant aux références détaillées que cet exposé ne pouvait contenir, les lecteurs de la R. M. M. pourront les reconstituer en se reportant aux études antérieurement parues ici (1).

N. D. L. R.

(1) R. M. M., II, 536, 578; IV, 634, 781; VI, 235; IX, 144; X, 494, 542, 556; XI, 54, 97, 113, 260; XII, 11, 262, 664; XIII, 394.

Pendant de nombreux siècles, le territoire de l'Azerbaïdjan du Caucase contenu dans les limites suivantes : la mer Caspienne à l'est, la Perse au sud, la Turquie et la Géorgie à l'ouest et les chaînes principales des montagnes du Caucase au nord, renfermait plusieurs kahnats indépendants, notamment ceux de Guendjè, d'Érivan, de Nakhitchévan, de Karabagh, de Chéki, de Chirvan, du Talych, de Bakou, de Kouba, etc... qui étaient administrés héréditairement par des khans souverains. L'ensemble des pouvoirs législatifs judiciaire et administratif, y compris le droit de battre monnaie, ainsi que tout le domaine des relations extérieures, se concentrait dans les mains des khans. En un mot, ces kahnats étaient souverains dans leur vie intérieure aussi bien que dans leurs relations avec les puissances voisines. Nous voyons ainsi nos khans indépendants de l'Azerbaïdjan entrer, il y a déjà quatre siècles, en relations commerciales avec des étrangers... Un souverain de Chirvan, Abdullah Khan, fonda même dans la capitale de son khanat, à Chémakha, une factorerie, qui se trouvait sous la protection personnelle du khan. De même en 1562 (969 de l'Hégire) ce même Abdullah Khan, agissant comme souverain, envoya auprès du tsar russe, Ivan IV le Terrible, son ambassadeur en compagnie de l'Anglais Jenkinson qui retournait en Europe. Comme on le sait, des relations commerciales entre Moscou et l'Angleterre avaient alors été établies sur l'initiative du capitaine anglais Richard Chancellor, par la mer Blanche.

*
* *

Si les événements avaient suivi leur cours normal, ces khanats auraient, selon toute probabilité, conservé leur indépendance jusqu'à nos jours, ne changeant que la forme de leur gouvernement. Mais l'intervention brutale des armées russes a mis fin à leur indépendance.

La lutte de ces souverains contre le colosse septentrional fut acharnée et glorieuse ; mais malheureusement elle était inégale, et l'Azerbaïdjan, d'ailleurs, devait en même temps se défendre contre les Persans. L'histoire de cette lutte est pleine de traits de vaillance du peuple azerbaïdjan. C'est ainsi que le khan de Chéki triompha même de Nadir-Chah, le vainqueur des Indes. La capitale de Karabagh, Choucha, se défendit avec tant de bravoure contre l'envahisseur persan, Agha Mohammed Chah Kadjars, que celui-ci fut obligé de lever le siège et d'aller chercher la victoire en Géorgie. Djavad Khan, souverain de Guendjé, a montré la plus grande valeur dans sa lutte avec les Russes. Lorsque le commandant en chef de l'armée russe, prince Tsitsianoff, l'un des premiers artisans de l'impérialisme russe, se mit à la tête de troupes nombreuses pour faire la conquête des khanats de la Transcaucasie, et qu'il passa du côté de Tiflis sur le territoire de l'Azerbaïdjan, le premier khanat qui se trouva sur son chemin fut celui de Guendjé, peuplé par les Turcs azerbaïdjanis de la tribu des Kadjars.

Les Kadjars sont de la tribu des Turcs de Djalaïr, comprenant deux cent mille familles, qui furent transférés en Perse par Houlagou Khan, petit-fils de Tchinguiz-Khan ; puis Timour (Tamerlan) amena les Turcs Kadjars dans la Transcaucasie, au nombre de 50.000 familles et les établit à Erivan, à Guendjé et en Karabagh. Plusieurs d'entre eux exercèrent la souveraineté ; on trouve parmi

leurs descendants les khans d'Érivan et de Guendjè, dont le dernier nommé, Ziat Khan Oghly, était souverain du territoire situé entre le pont de Khoudaferin qui se trouve sur la rivière de l'Araxe et le village de Choulavéry, au delà du Pont-Rouge en Géorgie.

La dynastie régnant actuellement en Perse descend directement de ce groupe de la même tribu des Kadjars, que Chah Abbas le Grand fit établir dans la province d'Asterabad, pour défendre la Perse contre les invasions des belliqueux *Yomoudes*.

Rappelons-nous maintenant les événements qui ont lieu le 3 janvier 1804 à la prise de Guendjè, capitale du khanat de ce nom, qui fut, aussitôt après, surnommée Elisabethpol, en l'honneur de l'impératrice Élisabeth; ces événements sont inscrits dans l'histoire avec le sang des fils de l'Azerbaïdjan, morts héroïquement pour la patrie et la liberté. Le dernier khan suzerain de Guendjè, Djavad Khan, fils de Chah Verdi Khan Ziatkhan, d'accord avec son peuple, refusa noblement tous les avantages matériels que lui offrait le prince Tsitsianoff; tous sont allés héroïquement au-devant de la mort.

Le siège de Guendjè dura un mois entier, et après la prise des jardins on procéda au bombardement de la ville, où Djavad Khan se défendait héroïquement. Vainement le prince Tsitsianoff le somma cinq fois de capituler. Enfin, le 3 janvier 1804, son Conseil de guerre décida de donner l'assaut le lendemain. Les troupes s'approchèrent de la forteresse pendant une nuit noire et froide, et à l'aube du 3 janvier, jour d'« Ouroudj-Baïram », l'assaut commença. Après un violent combat, les trois tours principales de l'enceinte succombèrent l'une après l'autre. C'est dans l'une de ces tours, nommée « Hadji-Kalé », et dont les ruines se sont conservées jusqu'à présent, que fut tué Djavad Khan. Voyant qu'il était impossible d'arrêter les troupes ennemies, il s'avança le premier contre la colonne d'assaut et mourut

en héros. Cependant une bataille cruelle se livrait dans les rues de la ville, où elle ne cessa que l'après-midi, quand les soldats prirent la mosquée du Khan et y massacrèrent les cinq cents derniers défenseurs de Guendjè. Les drapeaux du khanat de Guendjè ont été conservés jusqu'à présent au Musée militaire de Tiflis. Tous les objets appartenant à Djavad Khan furent pillés; quant aux immeubles, ils furent confisqués.

Le prince Tsitsianoff attribuait une importance spéciale à la prise de Guendjè, et dans ses rapports militaires, il mentionne qu'après la chute de cette ville, clef et soutien de l'Azerbaïdjan, une voie libre s'ouvrait vers les Indes. Les impérialistes russes, ayant foulé aux pieds la liberté, firent de territoire d'Azerbaïdjan une base commode dans l'espoir d'accomplir : 1^o le programme de l'avance victorieuse dans un pays féérique, plein de richesses, qui s'effectuerait en dévastant sans pitié tous les petits États, khanats et principautés, rencontrés sur leur chemin ; 2^o la prise de Constantinople sur la porte de laquelle Olègue, d'après la légende, cloua son écu. Ce programme s'accomplissait systématiquement pendant tout un siècle et cette marche des troupes à travers l'Azerbaïdjan et la mer Caspienne, passa en Turquie, en Perse et au Turkestan et atteignit presque les Indes.

Après la défaite du khanat de Guendjè, tous les autres khanats de l'Azerbaïdjan furent détruits, soit par la force, soit par la ruse ou la perfidie. Un acte particulièrement odieux fut commis par le commandement russe à l'égard du khan du Karabagh. Ayant promis au khan son aide contre les Persans, le chef de l'armée russe, abusant de la confiance du khan, le fit périr, lui et toute sa famille. Voilà une tache indélébile dans l'histoire de la conquête de l'Azerbaïdjan par les Russes.

Le peuple azéri fut désormais voué à une existence misérable et sans espoir. Les Azerbaïdjanis ont été constamment persécutés au point de vue politique par les pouvoirs russes; ces rigueurs ne s'étendaient pas dans les mêmes mesures aux autres nationalités. Dans ces temps-là, alors que leurs voisins, les Géorgiens et les Arméniens, avaient leurs écoles nationales, églises, fondations pieuses, presse nationale, organisation de bienfaisance et autres institutions nationales et sociales, les Azerbaïdjanis étaient complètement privés d'organisations semblables, ou bien s'il leur était permis d'en avoir, c'était d'une manière telle qu'elles perdaient toute leur importance morale; nous nous contenterons de dire que la langue nationale était exclue des écoles d'une manière à peu près complète. C'est avec la même désinvolture que le Gouvernement russe traitait les chefs de la religion musulmane, tandis qu'il s'inclinait devant l'église orthodoxe et entourait de respect les papes. Le clergé musulman était si maltraité que, quoique son cadre comportât de très hauts dignitaires ecclésiastiques, tels qu'un Mufti et qu'un Cheïkh-ul-Islam, ces derniers étaient nommés parmi des personnes singulièrement ignorantes, pour ne pas dire illettrées, et recevaient des traitements dérisoires. Les biens et les fondations appartenant aux mosquées étaient gérés par les fonctionnaires russes. Sans la permission du clergé orthodoxe, on ne pouvait bâtir une mosquée. En un mot, un fanatisme aveugle opprimait les Musulmans, que les autorités russes osaient accuser de fanatisme.

Quant aux institutions sociales, il suffit de dire qu'on a pu obtenir seulement en 1905 du gouvernement russe l'autorisation de fonder à Bakou une Société de bienfaisance musulmane! La presse, les imprimés et les pièces

de théâtre en langue nationale étaient poursuivis et censurés de la façon la plus rigoureuse de la part des *tchinovniks* (fonctionnaires). Ces agents, venus de loin, étaient choisis parmi ceux qui avaient fait preuve d'incapacité dans leur ancienne résidence, ou qui étaient tombés en disgrâce à la suite d'abus d'autorité ou d'indélicatesses. Quelques-uns d'entre eux appartenaient à une aristocratie ruinée et se faisaient nommer en Transcaucasie uniquement pour s'enrichir, dans leur poste, aux dépens du pays.

Il est évident que l'*Administration transcaucasienne* dirigée par de tels bureaucrates n'était pas de nature à assurer une prospérité particulière à la population indigène. Ces employés ne s'occupaient jamais du développement intellectuel, moral, économique et social du pays; c'était d'ailleurs le cas de toute la Russie. N'ayant, dans ces conditions, rien à faire, ils se bornaient à appliquer rigoureusement les ordres qu'ils recevaient du Gouvernement central pour la russification de la Transcaucasie par tous ces moyens. Pour atteindre ce but, *pium desiderium* de la politique russe, il fallait avant tout donner des coups décisifs à toutes les manifestations ayant un caractère national et à tout ce qui pouvait témoigner d'une manière ou de l'autre de l'existence d'un idéal en ce sens chez les différents peuples. Par conséquent, toute la sévérité des fonctionnaires russes était dirigée naturellement contre la littérature nationale, la langue, le théâtre, la presse, même la religion, et surtout les institutions scolaires, à commencer par des écoles primaires. Ainsi toute culture nationale était écrasée dans l'œuf.

Il suffisait aux bureaucrates d'un prétexte insignifiant, d'une lettre anonyme par exemple, pour inventer un « complot » et expédier à Saint-Pétersbourg des dépêches chiffrées prouvant que, grâce à leur « vigilance », ils avaient réussi à découvrir une « immense conspiration », à prévenir un « at-

tentat contre la forme du gouvernement ». Si quelqu'un avait pu faire tomber le masque, un tableau effroyable se serait présenté aux regards étonnés. Au fond de ce panorama on aurait vu des gibets, des fers et des instruments de torture qui servaient à tourmenter des gens complètement innocents, condamnés sans enquête ni jugement, tandis que sur l'avant-scène on aurait pu remarquer des gendarmes se promenant fièrement, la poitrine couverte de décorations. Les Azerbaïdjanis étaient forcés d'adresser leurs prières à Allah presque sous le contrôle de la police. On leur donnait rarement la permission de construire des mosquées, et que d'efforts leur fallait-il pour réunir les sommes nécessaires à la réparation de leurs vieilles mosquées. Le chef du clergé musulman de la Transcaucasie, le Cheikh ul-Islam, recevait le même traitement qu'un agent inférieur de police. Si, peu après le 27 février 1918, date de la grande Révolution russe, le Président du Palais de justice de Bakou a fait éloigner de la salle un prie-Dieu où était placé le Coran, comme un « objet tout à fait inutile », quel respect pouvaient alors avoir l'administration et la police pour le livre sacré des musulmans sous le régime despotique ? Dans la sphère judiciaire, les musulmans qui avaient fait leurs études à la Faculté de droit ne pouvaient se faire inscrire dans la libre corporation des avocats sans l'autorisation spéciale du ministre de la Justice, tandis qu'on n'exigeait pas ces formalités des personnes appartenant à d'autres confessions.

On ne rendait pas la justice dans la langue nationale. L'essentiel était d'avoir des juges ne connaissant pas la langue du pays ; les aborigènes n'étant pas admis aux charges de juges, les tribunaux fonctionnaient par l'intermédiaire d'interprètes peu lettrés. On voit les conséquences de ce système. L'organisation de l'Instruction publique avait pour but la ruine de l'idée nationale. La langue ma-

ternelle des Azerbaïdjanis, le turc, était bannie des écoles et des gymnases, d'ailleurs peu nombreux. On n'accordait qu'une seule leçon par semaine pour l'étude de la langue turque. Est-il quelque chose de plus cruel que de restreindre une nation dans l'étude de sa langue maternelle ? N'est-ce pas étouffer sa vie morale et lui enlever tout ce qu'il a de plus sacré et de plus précieux ?

Celui qui prenait initiative d'ouvrir même des écoles primaires, avec l'enseignement de la langue turque, était à l'instant inscrit dans la liste des personnes suspectes au point de vue politique, c'est-à-dire des ennemis de l'État. Il se passait des choses incroyables dans l'administration, dans la police et dans d'autres institutions, où l'arbitraire était la règle. Le service de l'immigration n'avait d'autre objet que de favoriser la politique impérialiste : de temps à autre les meilleures terres étaient enlevées aux paysans azerbaïdjanis pour être données aux immigrants étrangers. C'était une politique analogue qui chassait peu à peu et sans bruit, les habitants de l'Azerbaïdjan de leurs foyers, où il installait des éléments étrangers. Si nous ajoutons encore que le peuple de l'Azerbaïdjan n'était pas astreint au service militaire, mais devait payer un impôt spécial, chose fort pénible pour lui, nous verrons que la politique impérialiste prenait comme enjeu l'existence de toute une nation, partant de ce principe qu'il est plus facile de faire l'expérience de la tyrannie sur un peuple désarmé, aux mains liées.

Tel était le péril qui menaçait la population de l'Azerbaïdjan. On enseignait partout l'art militaire, pendant que les Turcs d'Azerbaïdjan étaient privés du droit de porter même des armes blanches, ce qui, en cas de danger, ôtait aux Musulmans toute possibilité de défendre leur pays, leur honneur et leurs biens. Nous noterons en son temps combien les Musulmans, n'ayant pu recevoir d'instruction militaire, ont cruellement souffert pendant les événements sanglants des années 1905, 1914, 1917 et 1918.

Cette situation intolérable dura jusqu'à 1905, l'année où, après la guerre avec le Japon, les premiers mouvements de la révolution, sous forme de grèves, de congrès, etc., commencèrent en Russie, et où le peuple exigea catégoriquement du Gouvernement des réformes politiques. Le régime despotique, dans le but de détourner l'attention des peuples du Caucase du mouvement politique général, et fidèle à sa devise *divide et impera*, facilita, par sa tolérance criminelle, un massacre entre Musulmans et Arméniens, dont le résultat fut, des deux côtés, des milliers de victimes et autant de demeures ruinées. La vie des Musulmans, qui était déjà bien misérable, devient depuis lors absolument infernale. Il commence, ce carnage qui, jusqu'à ces derniers temps, continuait dans certaines régions des gouvernements de Guendjè et d'Érivan.

Malgré tous les obstacles, les Musulmans de Russie, dont le nombre s'élève à 25 millions, et parmi lesquels comptent surtout les Turcs Azerbaïdjanis, ne pouvaient rester étrangers aux grandes idées de liberté civile, religieuse et politique qui pénétraient en Russie, en venant de l'Europe occidentale, et occupaient déjà les esprits dans les hautes classes des Russes mêmes, ainsi que ceux de toutes les autres nationalités de cet Empire, depuis 70 ou 80 ans. Chacun comprenait que, pour tirer parti de ces nobles idées, il fallait avant tout se connaître soi-même, connaître sa nation et son histoire, être au courant de la situation présente, des besoins, des idées et des aspirations modernes, avoir, en un mot, une *personnalité*, une *physionomie nationale*.

La conscience de ces nécessités a engendré l'un après l'autre des besoins d'ordre intellectuel qui ont éclos en dépit des mesures d'oppression de la Russie officielle.

En réalité, surtout dans ces 50 dernières années, on voit entre eux des littérateurs, des poètes, des dramaturges, des publicistes et des techniciens, dont plusieurs avaient reçu l'instruction supérieure dans des universités ou de grandes écoles russes ou étrangères. Il y a des plans qui ont été dressés pour instituer des écoles nationales ; des programmes d'enseignement de la langue maternelle, de la littérature et de l'histoire nationale, des traductions de manuels, des lectures, et d'autres livres scolaires ; des traductions d'ouvrages d'histoire naturelle, de sociologie, d'histoire et de littérature générale, des différents auteurs de l'Europe ; on publie des revues et des organes politiques au moyen desquels les Turcs de l'Azerbaïdjan peuvent connaître la vie moderne des nations civilisées dans toutes ses manifestations. En même temps, il se produit un rapprochement avec les Turcs osmanlis, proches parents dont la langue et la littérature continuent à se répandre dans une large mesure, non seulement au Caucase, mais aussi parmi les musulmans du Volga, du Turkestan, de la Sibérie et de la Crimée.

Les Turcs Azerbaïdjanis ont manifesté leurs vues dans toutes les assemblées politiques et particulièrement dans les quatre, Douma où leurs députés ont formé, avec le concours des représentants des autres partis intérieurs de la Russie, une fraction parlementaire musulmane qui défendait ces maximes de liberté.

..

Telle était la situation, quand la guerre européenne éclata.

Bien que le régime fût si peu favorable aux Azerbaïd-

janis, ceux-ci, dans leur loyalisme naturel, n'avaient jamais hésité à défendre la patrie commune ; pendant les guerres avec la Turquie, en 1877-78, et avec le Japon en 1904, ils avaient donné des preuves de ce loyalisme.

Mais une autre raison obligeait les Musulmans de l'Azerbaïdjan de prendre, durant cette guerre, une part d'autant plus énergique, d'autant plus active, que le régime russe leur en donnait les moyens. C'est que les Azerbaïdjanis, ayant comparé les belligérants, n'éprouvaient aucune sympathie pour l'Allemagne. Le double jeu de celle-ci envers le monde musulman en général et la Turquie en particulier était trop clair pour les Musulmans de l'Azerbaïdjan. Les Azerbaïdjanis ne se faisaient pas d'illusions sur le véritable but des Allemands, de ces prétendus « amis et protecteurs de l'Islam » ; ils pouvaient facilement prévoir le danger de ces amitiés feintes que certains politiciens ottomans ambitieux voulaient présenter comme vraies. C'est pour cette raison que l'Azerbaïdjan, dès le commencement des hostilités entre l'Allemagne et l'Entente, voyant la dangereuse hésitation du gouvernement ottoman, faisait beaucoup d'efforts afin d'empêcher les Turcs d'entrer en guerre à côté des Allemands.

La presse de l'Azerbaïdjan lança des cris d'alarme. Par des séries d'articles enflammés, elle ne cessa de montrer aux politiciens aveuglés de la Turquie tout le danger de leur politique néfaste, dirigée contre les puissances de l'Entente. D'un autre côté, les intellectuels de l'Azerbaïdjan voulurent adresser une dépêche au Sultan pour le prier d'exercer son influence afin d'étouffer les projets belliqueux d'aventuriers irresponsables. Mais cette tentative ne réussit pas à cause de l'attitude hostile des autorités russes.

Pour donner une idée de l'opinion publique en Azerbaïdjan sur la politique ottomane, je crois utile de citer quelques passages d'un des articles consacrés à la politique allemande et ottomane.

Dans le numéro 163 du journal *Kaspie*, en 1914, nous écrivions dans un article intitulé : *Janus à double face*.

Le Kaiser allemand, lors de son voyage en Orient en 1899, avait dit dans un discours prononcé au banquet offert en son honneur par la municipalité de Damas :

« Que le Sultan et les 300 millions de Musulmans de l'univers qui le reconnaissent comme Khalife, soient sûrs que l'Empereur des Allemands sera toujours leur ami. »

Abdul-Hamid avait tiré de ces aimables paroles tout ce qui lui convenait, et les fidèles du padichah considéraient le Kaiser comme l'« ami de l'Islam » et l'Allemagne comme la « puissance protectrice ».

Après avoir montré, avec preuves à l'appui, combien la politique de l'Allemagne à l'égard de la Turquie a été déloyale, nous concluons en ces termes :

... L'Allemagne a-t-elle aidé la Turquie, même dans la question des îles ? Non pas !

Donc, dans toutes les questions vitales concernant la Turquie, l'Allemagne s'abstenait. Où est donc l'amitié allemande ?

Est-il besoin de démontrer le péril d'une politique inféodée à l'Allemagne ?

Maintenant arrive un moment décisif ; la Turquie doit choisir entre les puissances qui ont beaucoup d'intérêts communs avec elle, qui ont parmi leurs sujets des dizaines et des dizaines de millions de ses coreligionnaires — l'Angleterre, la France et la Russie — et celles qui lui sont tout à fait étrangères, qui n'ont rien de commun avec elle. A côté de quelles puissances va-t-elle se ranger ?

Si elle choisit les premières, la sympathie de près de 150 millions de Musulmans, citoyens de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie sera du côté de la Turquie. Mais si la Turquie, à ce moment si grave, se laisse entraîner, cette fois encore, par l'hypocrisie de « Janus », elle doit être sûre qu'elle perdra beaucoup des sentiments amicaux des Musulmans de l'univers entier.

..

Mais hélas ! — le mauvais génie du peuple turc l'entraîne vers cet abîme où il tomba...

La résolution des Musulmans de l'Azerbaïdjan de défendre la cause de l'Entente était sincère. On ne doit pas oublier que les Azerbaïdjanis, ne voulant pas tirer profit de leur dispense du service militaire — dispense, d'ailleurs, qu'on leur a donnée sans qu'ils l'eussent demandée — ont fourni à l'armée russe des milliers de volontaires, qui se couvrirent de gloire dans les « régiments tartares » de la célèbre « division sauvage » qui jetaient une panique inimaginable sur les Allemands. Cette division était composée de la jeunesse de l'Azerbaïdjan ; tout entière, elle portait la croix de Saint-Georges, la plus haute distinction de l'armée russe. Même les milieux russes officieux, malveillants pour les Musulmans, furent obligés de rendre justice à leur bravoure et à leur abnégation. Et voilà que, suprême hommage, le grand-duc Michel Alexandrovitch, le frère du tsar Nicolas II, fut nommé le chef de cette « division sauvage ».

C'est la même division qui, ayant à sa tête le général Khan Nakhitchevanski (Azerbaïdjanis également) entra la première en Prusse Orientale et franchit les Karpathes.

Les officiers azerbaïdjanis qui, dans l'armée russe, étaient plus de 300, ont montré également la plus grande bravoure. Presque tous étaient décorés de l'ordre de Saint-Georges.

Les généraux azerbaïdjanis, comme Khan Nakhitchevanski, Mehmandaroff (ministre de la Guerre actuel dans le cabinet de l'Azerbaïdjan), Chikhliniski, Oussouboff, Talichinski, etc., ont prêté leur concours précieux à l'armée russe, et le fait qu'on leur a confié le commandement de corps et même d'armées prouve que leurs services étaient à apprécier. Les deux premiers de ces généraux furent décorés de tous les ordres qui existaient dans l'Empire russe, y compris la troisième classe de l'ordre de Saint-Georges.

Mais les services des Musulmans de l'Azerbaïdjan et leurs sacrifices pendant la guerre ne se sont pas bornés à

des envois de volontaires. Ils soutenaient la campagne par des dons matériels importants, organisèrent des secours aux blessés russes, créant des hôpitaux presque dans chaque ville. A eux seuls, les Musulmans de Bakou ont réuni, dans ce but, plus de 5.000.000 de roubles. L'un des plus admirables édifices du Caucase, et même de toute la Russie, celui de la Société de bienfaisance « Ismaïlié », fut transformé en un hôpital, où des milliers de blessés russes ont trouvé asile et secours.



Et en quoi consistait la reconnaissance des autorités russes pour de tels services, de tels sacrifices de la part des Musulmans de l'Azerbaïdjan? Hélas! à ces sacrifices les autorités russes ont répondu par des massacres de dizaines de milliers de leurs frères des Musulmans des cercles de Kars et de Batoum, sous le prétexte dénué de tout fondement qu'ils ont commis des trahisons pendant l'offensive turque sur Sarikamich!

A la suite de ces insinuations malveillantes, destinées aux masses ignorantes des soldats russes, près de 100.000 musulmans de Kars, d'Ardahan et de la région de Batoum furent massacrés ou obligés de se réfugier dans les forêts et les montagnes, en plein hiver, et leurs biens furent saccagés et incendiés!

Voilà comment les autorités russes ont récompensé les Musulmans du Caucase, pour tant de sacrifices!

Pour justifier ce crime abominable, les autorités russes ont jeté en prison et voulu poursuivre des centaines de personnes, mais même la justice russe, si prévenue qu'elle fût contre les Musulmans, était obligée d'acquitter les « coupables », n'ayant aucune preuve, aucun prétexte pour les condamner.

*
* *

Enfin arriva la révolution de février 1917, totalement différente de celle d'octobre.

A peine le peuple azerbaïdjanien avait-il pu prendre part à ce triomphe universel et effacer de sa main libre les traces du joug sur son corps mutilé, qu'une nouvelle provocation fut lancée par leurs ennemis, annonçant que les Musulmans « réactionnaires » et les « contre-révolutionnaires » s'armaient, dans le but secret de détruire les Russes et les Chrétiens, se répandit dans tout le Caucase. Sous l'influence de cette infâme calomnie, les premiers jours de triomphe de la Révolution furent souillés par des lynchages aussi variés que raffinés, par des massacres, des pillages et des atrocités, exercés envers les Musulmans par des soldats russes, dirigés par des provocateurs. Les détachements de l'armée russe, rentrant du front et traversant en chemin de fer les régions musulmanes de l'Azerbaïdjan, livraient tout au fer et au feu. Les Russes, les détachements arméniens qui se confondaient avec ceux-ci, les bolcheviks, les mencheviks, etc., tous tiraient sur les Musulmans, et cela se termina par un massacre immense qui eut lieu à Bakou en mars 1918. La capitale de l'Azerbaïdjan fut inondée du sang des Musulmans, parmi lesquels il y eut 12.000 victimes. Par malheur, c'étaient surtout, sous le drapeau du bolchevisme, les détachements militaires arméniens se trouvant à Bakou, qui participaient à toutes ces cruautés, commises envers les Musulmans par des détachement russes désorganisés.

*
* *

Examinons maintenant les faits, un à un.

Après l'abdication de Nicolas II et la formation, en

mars 1917, du Gouvernement provisoire du prince Lvov, puis de M. Kerensky, la Transcaucasie a été gouvernée par un Comité spécial transcaucasien composé de représentants musulmans, géorgiens et arméniens, anciens membres de la quatrième Douma. Ce gouvernement avait fonctionné jusqu'à la dissolution du gouvernement provisoire de Saint-Petersbourg, le 25 octobre 1917. Il a disparu lors de l'arrivée des bolcheviks au pouvoir.

C'est, comme on le sait, par ce fait que commence la désorganisation universelle de la Russie, désorganisation qui, entre autres résultats désastreux, a amené la rupture des relations du Centre avec les contrées lointaines de l'ancien Empire.

Le Caucase, et surtout la Transcaucasie, ont été complètement détachés, non seulement de Pétrograd et de Moscou, mais encore de toutes les autres parties de la Russie. Réduites après cette débâcle à leurs propres forces et à leur initiative, les nationalités de la Transcaucasie se sont de nouveau ralliées, en la personne de leurs représentants, pour former un pouvoir unique et fort, muni de toutes les institutions parlementaires, judiciaires, administratives et financières.

C'est ainsi qu'à Tiflis fut formé un cabinet dans lequel entraient sous le nom de commissaires, les représentants des trois nationalités (Géorgiens, Turcs de l'Azerbaïdjan et Arméniens) qui avaient reconnu l'autorité du gouvernement commun.

Cette union une fois réalisée, le gouvernement a aussitôt convoqué une Assemblée constituante de la Transcaucasie, le Seïm transcaucasien, composé de 132 membres.

Ce Conseil comprenait : 1° tous les représentants de ces nationalités, élus par le suffrage universel au début des élections générales pour l'Assemblée constituante de toute la Russie ; 2° le triple du nombre précédent, envoyé par les mêmes partis politiques qui avaient élu les premiers députés.

Le Seïm unique de la Transcaucasie fonctionnait sous la présidence de trois membres appartenant chacun à une nationalité différente. Toute la population de la Transcaucasie, sauf les partis chauvins et extrémistes, a reconnu l'autorité de cet organisme représentatif.

Mais le Seïm manquait des forces nécessaires pour organiser ses relations à l'extérieur, et son activité à l'intérieur. Ce manque de forces provenait, dans une certaine mesure, du défaut de sincérité entre ces trois nations, grâce aux agissements criminels des partis chauvins. Quand au Parlement, les délégués musulmans, arméniens et géorgiens s'occupaient des destinées du pays, les Arméniens du parti Dachnaksioun, dans le gouvernement d'Érivan, détruisaient à coups de canon les 200 villages musulmans et massacraient les habitants. Le Seïm restait impuissant devant ces carnages.

Les Musulmans, par leur nombre, constituaient l'élément essentiel du nouveau Parlement. Malgré leur prépondérance morale et matérielle, c'étaient toujours les Musulmans qui se trouvaient exposés aux pires dangers. Leur situation devenait de plus en plus critique. Le régime tzariste, auquel les Musulmans de Russie ont été soumis, durant un siècle, a donné cette fois-ci tous ses résultats néfastes. Pendant la domination russe, comme on l'a vu plus haut, les Musulmans ayant été dispensés de servir, se sont trouvés dépourvus d'instruction militaire, ainsi que de l'armement et des munitions nécessaires pour défendre non seulement leurs intérêts, mais même leur existence, tandis que les Arméniens, soumis au service militaire depuis de longues années, faisaient tout leur possible afin de profiter largement des événements. Ainsi, ils désarmaient,

grâce à leur politique habile, les soldats qui désertaient des différents fronts où les bolcheviks exerçaient leur propagande; les armes et les munitions des déserteurs russes étaient prises par les Arméniens et des Géorgiens.

Mais les Musulmans de l'Azerbaïdjan manquaient totalement de l'organisation militaire, dont ils avaient le besoin le plus impérieux. Cette situation les mit tout d'abord dans l'impossibilité de se défendre contre les attaques des bolcheviks et celles des Arméniens du parti Dachnaksoun qui soutenaient les bolcheviks du Caucase.

Le Bolchevisme de Bakou était une branche du Bolchevisme russe aggravé par l'antagonisme des partis chauvins; il avait pour adhérents des ouvriers, employés, soldats et marins russes, mais à la tête du mouvement était placé un Arménien nommé Chaoumian. Jusqu'au mois d'octobre, ce mouvement était sans importance; quelquefois le petit groupe bolchevik du Conseil municipal attaquait le gouvernement provisoire, la bourgeoisie et le Conseil municipal où les social-démocrates minimalistes et les nationalistes musulmans et arméniens étaient en majorité. A partir d'octobre, avec l'arrivée au pouvoir de Lénine et des siens, les bolcheviks de Bakou, se sentant appuyés, firent tous leurs efforts pour attirer à leur cause les soldats rentrés du front. Juste à ce moment, l'armée russe au front du Caucase et de Perse fut complètement désorganisée, et les soldats qui rentraient étaient retenus et utilisés par les organisations bolcheviks de Bakou et de Tiflis.

En même temps, on enlevait à la population les armes et tous les objets de valeur que les soldats pouvaient emporter avec eux. C'est ainsi qu'en peu de temps les bolcheviks de Bakou se trouvèrent en possession d'importants

dépôts de fusils, de cartouches, mitrailleuses, canons, aéroplanes, automobiles blindées et autres.

Vers la fin de 1917, les Musulmans de la Transcaucasie reçurent — à l'instar des Arméniens et des Géorgiens — les armes et les munitions d'un régiment d'infanterie licencié par les autorités russes. Il y avait, en outre, un régiment de cavalerie tartare, composé d'Azerbaïdjanis, qui avaient pris part à la grande guerre dans la division connue sous le nom de *Dikaya divisia* (Division sauvage). A l'aide de ces régiments, les Musulmans se mirent à organiser leur armée dont les principaux centres étaient Elisabethpol et Bakou.

Mais, bien que la Géorgie et l'Arménie eussent chacune un corps d'armée national, composé d'officiers et de soldats de toutes armes, détachés de l'armée russe, et par conséquent ayant l'expérience de la guerre, les premiers pas faits, les Musulmans rencontrèrent la plus vive hostilité, surtout de la part des bolcheviks, pour l'organisation militaire. Entre temps, ces derniers se fortifièrent considérablement. Ils s'efforçaient ouvertement d'établir leur pouvoir dans toute la Transcaucasie, en commençant naturellement par la région de Bakou, où des dizaines de milliers d'ouvriers et un très grand nombre de soldats revenus du front constituaient l'élément nécessaire à leurs vues.

A cette époque, comme dans la Russie centrale, une anarchie complète régnait dans la Transcaucasie; les soldats qui rentraient du front ne reconnaissaient, grâce à la propagande bolcheviste, aucune autorité; dans plus d'un endroit des rencontres entre soldats et indigènes eurent lieu; les chemins de fer cessèrent de fonctionner; la difficulté de se ravitailler se fit sentir d'une façon particulièrement aiguë.

Prétextant le fait qu'un petit groupe de militaires musulmans se disposait à exporter de Bakou à Lenkoran quelques dizaines de fusils, les bolcheviks exigèrent qu'on leur

cédat ces armes ; les militaires ayant refusé, ils ouvrirent aussitôt le feu avec leurs mitrailleuses, une mêlée s'ensuivit, de part et d'autre il y eut des tués et des blessés. Cet événement ayant dévoilé l'hostilité des bolcheviks à l'égard des Musulmans, inquiéta et agita ces derniers. Un grand meeting se tint dans la cour de la mosquée Tasa-Pir ; on y décida d'exiger des bolcheviks la restitution des fusils enlevés. Bien que ceux-ci eussent promis de rendre les fusils, l'atmosphère dans la ville se chargea si vite, que vers le soir de la même journée (le 17 mars 1918) les canons des navires de guerre furent braqués sur les quartiers musulmans, où les mosquées même ne furent pas épargnées. C'est ainsi que commença à Bakou une terrible guerre civile, ou plutôt antimusulmane, qui dura quatre jours (18-22 mars de l'année 1918) pendant lesquels les éléments musulmans furent dépouillés de leurs biens, massacrés, et virent leurs maisons incendiées avec toute la haine et tout l'instinct destructeur. Et tout cela pour la possession du pouvoir, dont les Musulmans de Bakou se désintéressaient complètement, ayant vu après la chute de Kerensky combien était précaire, en ces temps troublés, le sort des gouvernements.

* *

Mais dans cet épisode de Bakou, un facteur joua le rôle décisif, et eut des conséquences funestes pour la population musulmane de la ville. Ce facteur, c'est la part que les Arméniens de la ville prirent au mouvement sus-mentionné. A Bakou, comme partout ailleurs, les Arméniens s'étaient groupés autour de leur parti nationaliste par excellence (*Daschnaksioun*). Les représentants de ce parti et des autres partis arméniens qui composaient le Conseil national arménien, engageaient, peu de temps avant les événements du 18-22 mars, des pourparlers avec les représentants du Comité central musulman de la Transcaucasie pour régula-

riser les relations politiques et nationales des deux éléments voisins. Malgré cela, tous les Daschnaksioun et même le parti modéré national-démocrate se transformèrent en bolcheviks ayant dans leur sein — et peut-être à leur tête — 8.000 soldats arméniens qui, rentrés du front occidental, étaient restés sur place à la suite de l'arrêt de la circulation des chemins de fer transcauciens.

Comme il le fut établi plus tard, ce sont ces même soldats qui participèrent à la guerre civile commencée par les bolcheviks pour arriver au pouvoir, — guerre qui fut malheureusement transformée par la population arménienne de Bakou en une guerre nationale des Arméniens contre les Musulmans. Était-ce le désir de prendre, à côté des bolcheviks, part au pouvoir? Était-ce une vengeance sur un terrain national, ou bien un mécontentement provoqué par l'arrêt des communications et la pénurie de l'alimentation? Toujours est-il que les Arméniens de Bakou se ruèrent en masse sur la population musulmane, qui perdit pendant ces quatre jours d'atrocités plus de 12.000 âmes, dont une multitude de vieillards, de femmes et d'enfants. L'historien futur établira et mettra à jour toutes les vérités; mais dès maintenant nous pouvons affirmer que les massacres de Bakou resteront une tache indélébile pour les leaders du parti « Dachnaksioun ».

On dut l'arrêt de l'extermination des Musulmans à l'intervention d'un régiment russe qui, révolté par les atrocités des dachnako-bolcheviks, menaça ces derniers de faire cause commune avec les Musulmans et de faire feu sur eux s'ils ne cessaient pas immédiatement le massacre.

* * *

Les conséquences des événements sanglants du 18-22 mars à Bakou ne furent pas seulement la perte de douze mille vies humaines; les incendies détruisirent des bâtiments

d'une importance sociale considérable, tels que la Maison du peuple appartenant à la Société de bienfaisance musulmane et qui abritait les bureaux et les comités de tous les partis politiques ; la rédaction du journal en langue russe *Kaspie* et la rédaction du journal en langue turque *Atchik-Seuğ*. Étaient arrêtés et mis en prison tous les chefs politiques en vue, dont une partie seulement put s'échapper au Daghestan, à Guendjè, en Perse et dont quelques-uns se réfugièrent avec leurs familles dans les villages aux alentours de Bakou.

Mais la conséquence la plus importante fut l'établissement définitif du pouvoir des bolcheviks dans la région de Bakou. On se mit à détruire, l'une après l'autre, toutes les conquêtes de la civilisation ; on proclama la socialisation du sous-sol, des maisons, des villes et des jardins ; on déclara propriété de la République des Soviets tout l'argent déposé en compte courant dans les banques locales. On réquisitionnait non seulement les maisons, les voitures, les chevaux, les bêtes de somme, les automobiles, mais aussi les hommes qu'on contraignait à servir dans l'armée ou à travailler au profit de la République. Bref, les idées communistes se répandaient et s'affermisaient par des procédés barbares. L'application de ces idées étaient particulièrement pénible pour les Musulmans élevés, dans leur religion, avec le respect de la propriété privée et du droit d'autrui. Eux surtout, ils devaient ressentir toute la grossièreté des principes bolcheviks, et endurer toutes sortes de privations et de souffrances. A ce sort étaient soumis, non seulement la bourgeoisie et la classe éclairée, mais aussi le peuple dont les intérêts étaient soi-disant défendus par les bolcheviks ; dans la question du ravitaillement, ceux-ci faisaient toujours une différence entre les « leurs » et les Musulmans qu'ils considéraient comme partisans de la bourgeoisie et de la réaction.

Le Seïm transcaucasien resta également impuissant devant cette horrible tragédie. Les Dachnako-Bolcheviks, prenant Bakou pour base d'opérations, commencèrent à faire des expéditions dans toutes les directions pour établir leur autorité. Ainsi des villes comme Chemakha, Kouba, furent incendiées et pillées, leurs populations massacrées, le Daghestan même occupé. Tous les villages situés sur le chemin de ces bandes subirent le même sort. Les terroristes déclaraient même vouloir occuper Tiflis et Guendjè (Elisabethpol), dissoudre le Seïm et faire du pays entier un État bolchevik.

En effet, le jeune et impuissant Seïm transcaucasien se trouvait d'un côté menacé par le danger dachnako-bolchevik, et de l'autre il devait faire face à l'armée ottomane qui venait d'occuper Kars, Batoum et Ardahan. Les Géorgiens, voyant ces effets du traité de Brest-Litowsk, furent obligés, pour se sauver du danger des Turcs, d'entamer des pourparlers avec les Allemands et déclarèrent leur indépendance. Les Arméniens du Seïm, d'autre part, se mirent en contact avec les Turcs pour se déclarer également indépendants. Le Seïm transcaucasien ainsi disloqué, le Conseil national de l'Azerbaïdjan ayant mûrement examiné la situation politique générale, dans ses rapports avec les conditions présentes, proclama le 28 mai 1918, à Guendjè, l'indépendance de l'Azerbaïdjan et chargea Fathali Khan Khoïski, en sa qualité de Président du Conseil des ministres, de former un cabinet, et, ayant remis à ce dernier tous les pouvoirs, législatifs et exécutifs, prononça lui-même sa dissolution. En même temps, le Conseil national chargea ce Cabinet provisoire de convoquer, dans un délai de six mois, une Assemblée constituante nommée par le suffrage universel,

et de donner à cette assemblée pleins pouvoirs. Les ministères suivants furent formés : Intérieur, Affaires étrangères, Guerre, Finances, Voies et Communications, Justice, Instruction publique, Salut national, Postes et Télégraphes, Agriculture, Domaines et Contrôle de l'État.

Dès la formation du gouvernement provisoire, le président du Conseil des ministres de la République avait expédié *via* Constantinople le télégramme suivant à Constantinople, Londres, Paris, Rome, Berlin, Vienne, Moscou, Washington, Sofia, Bucarest, Madrid, La Haye. Stockholm, Christiania, Téhéran, Copenhague et Kiew :

Ministre des Affaires étrangères. La République fédérative transcaucasienne ayant été démembrée par la sécession de la Géorgie, le Conseil national de l'Azerbaïdjan a déclaré le 28 courant l'indépendance de l'Azerbaïdjan, composé de la Transcaucasie orientale et méridionale, et a fondé la République de l'Azerbaïdjan. En faisant part de ce qui précède, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence d'en informer son Gouvernement. Le siège provisoire de son gouvernement sera à Elisabéthpol. Le 30 mai 1918, Khoïsky, président des ministres de la République de l'Azerbaïdjan. En foi de quoi le Ministre Président a signé : FATHALI KHAN KHOÏSKY.

Mais la situation du gouvernement à ses débuts était très difficile : les dachnako-bolcheviks, maîtres de Bakou, cherchaient à envahir ses environs et d'autres régions encore, afin de s'emparer de Guendjè, d'avancer vers Tiflis, de renverser les gouvernements de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de l'Arménie, et de faire du Caucase un territoire de la république des Soviets de la Russie. D'ailleurs Chaoumian, qui restait le chef des bolcheviks, fut nommé par Lénine, « haut commissaire du Caucase ». D'autre part, le fameux « général » Andranik, le prétendu ami de l'Entente, qui avait fui devant les troupes ottomanes et envahissait les

districts de Nakhitchévan et de Zanghezour, et voulait se dédommager de son insuccès avec les Turcs en massacrant la population désarmée de l'Azerbaïdjan, proclama qu'il reconnaissait l'autorité des Soviets et qu'il était prêt à exécuter les ordres du nouveau « haut commissaire du Caucase ». Il opérait une diversion vers Choucha pour faire ensuite sa jonction avec des détachements des dachnakobolcheviks qui se dirigeaient vers Eulach, point stratégique du Karabagh. Toute l'étendue du chemin de fer de Petrovsk (en Daghestan) à Mususli (à peu près 200 kilomètres de Guendjè) était entre les mains de l'armée rouge. Entre ces lignes deux villes (Chemakha et Kouba) et des centaines de villages musulmans furent détruits et incendiés et leur population massacrée ou mise en fuite. Vers le sud de Bakou, sur le littoral de la Caspienne, la flotte bolchevik bombardait et s'empara des villes de Saliani et de Lenkoran. Dans la steppe de Moughan, les bolcheviks molokhans (Russes émigrés) ont détruit à coups de canon près de 50 villages musulmans. Les leaders bolcheviks et leurs organes appelaient ce carnage « guerre civile » : en réalité il n'y avait là que des massacres de Musulmans, sans distinction de classes ni de rang ; car, en toute occasion, c'étaient les prolétaires qui souffraient le plus de la « guerre sociale ».

Par malheur, le gouvernement de l'Azerbaïdjan n'avait pas d'armée régulière. Aux nombreuses troupes dachnakobolcheviks il ne pouvait opposer qu'une centaine de volontaires — les survivants des régiments tartares de la fameuse « division sauvage ». Mais à n'en pas douter, la lutte était trop inégale pour que l'Azerbaïdjan pût être sauvé.

* *

C'est dans cette situation désespérée que le gouvernement de l'Azerbaïdjan, ne voyant aucun autre remède, s'est vu dans la nécessité de s'adresser aux Turcs ottomans qui

étaient près de la frontière de l'Azerbaïdjan, pour leur demander secours dans sa lutte contre les bolcheviks. D'après le traité spécial, garantissant complètement l'indépendance du nouvel État en échange de quelques avantages économiques, le commandement ottoman accordait au gouvernement de l'Azerbaïdjan les munitions et les techniciens nécessaires. Les volontaires azerbaïdjanis, avec leur aide, ont réussi en peu de temps à prendre l'offensive contre l'armée rouge et la chasser vers Bakou qui, assiégé, tomba le 15 septembre 1918.

Ainsi la population de l'Azerbaïdjan, sans distinction de race ni de religion, fut sauvée des horreurs des dachnakobolcheviks.

La presse arménienne du parti Dachnaksioun, pour couvrir les crimes abominables commis par les siens sur le territoire de l'Azerbaïdjan et détourner la réprobation générale des massacres de mars à Bakou, a fait courir beaucoup de bruits sur la prise de Bakou par les forces azerbaïdjanienes. On prétendait même que les vainqueurs avaient « massacré des milliers d'Arméniens civils », etc.

Il ne s'agissait, en réalité, que de tentatives de maraudage inévitable à la guerre, étant donné surtout que les dachnaks, grâce à leur ténacité, ont porté la bataille jusqu'à l'intérieur de la ville, refusant d'entendre le sage conseil de se rendre ; oui, il faut avouer qu'il y a eu quelques tentatives, suivies ou non d'exécution, de vendetta, chose commune en Orient ; leurs auteurs étaient les parents des victimes du 17 mars, mais toutes ces tentatives, grâce aux mesures prises par les membres du Gouvernement azerbaïdjanien, ont été arrêtées aussitôt, et ceux qui osaient violer les lois de la guerre ont été exécutés sur-le-champ. Ces mesures étaient d'une sévérité excessive (on a fusillé près de

50 hommes soupçonnés de maraudage), mais elles étaient nécessaires pour calmer les passions surexcitées.



Il faut noter l'attitude des Allemands à cette occasion. Ces derniers soutenaient ouvertement les bolcheviks, et entretenaient des relations par avions entre Tiflis et Bakou : personne, sauf les leaders bolcheviks, n'en savait rien. Quoi qu'il en soit, l'attitude des Allemands à l'égard de l'Azerbaïdjan n'était pas bienveillante; elle est devenue franchement hostile aussitôt que les autorités allemandes ont constaté l'échec de toutes leurs avances aux hommes politiques de l'Azerbaïdjan. Leur offre de participer à la lutte pour prendre Bakou fut catégoriquement repoussée par le Conseil national de l'Azerbaïdjan.

Les Allemands cherchèrent ensuite à créer des difficultés aux Azerbaïdjanis dans leur lutte avec les bolcheviks, — en les empêchant, par exemple, de se procurer des munitions nécessaires, — de nombreux obstacles.

D'ailleurs, il est certain que dans le traité additionnel conclu le 9 septembre (au moment où Bakou était assiégé par des forces azerbaïdjanienes) entre le gouvernement allemand et les bolcheviks, il existait une clause en vertu de laquelle l'Allemagne considérait Bakou comme appartenant à la Russie soviétiste, à la condition que « le quart du produit total du naphte serait tenu à la disposition de l'Allemagne ».

Après la prise de Bakou, les Allemands firent passer en Azerbaïdjan, sous le titre de « mission diplomatique » un grand nombre de militaires, mais leur train fut arrêté à la frontière de l'Azerbaïdjan, et ces hôtes indésirables furent priés de retourner chez eux.

Tous ces faits montrent bien les vrais sentiments du peuple azerbaïdjanien, et en même temps peuvent servir de

réponse aux allégations de certains milieux qui s'efforçaient de montrer l'Azerbaïdjan sous un autre jour.

* *

Rentré en possession de sa capitale, le gouvernement de la République de l'Azerbaïdjan, laissant de côté les responsabilités des autres partis, les dachnaks, par exemple, consacra tous ses efforts au rétablissement de l'ordre et de la sécurité dans la ville et au dehors. La terreur dachnakobolchevik fut ainsi étouffée; les bateaux, les usines, les mines de naphte, les édifices publics et les maisons particulières que les bolcheviks nationalisés avaient communisés furent rendus à leurs légitimes propriétaires. Une fois l'ordre rétabli, l'Assemblée nationale fut convoquée et les 44 principaux membres du Seïm transcaucasien dissous en firent partie.

A cette occasion aussi, l'Azerbaïdjan fit preuve d'un esprit de justice et d'impartialité. Dans les élections législatives, il appliqua le système proportionnel, et de cette façon, 11 Russes, 21 Arméniens, 1 Géorgien, 1 Polonais, 1 Germano-Caucasien et 1 Juif entrèrent au Parlement. Sur les 120 sièges, les 84 restants furent occupés par les musulmans appartenant aux différents partis politiques.

Dans le Cabinet, composé de 14 ministères, 6 portefeuilles ont été réservés aux éléments chrétiens (3 aux Russes et 3 autres aux Arméniens). Contrairement à cette organisation qui témoigne d'une équité parfaite, les nouveaux États voisins, la Géorgie et l'Arménie, malgré l'existence de 800.000 Musulmans dans les territoires qu'ils revendiquent, n'ont pas admis de musulmans dans leurs cabinets.

* *

Au commencement du mois de novembre 1918, avant la convocation du Conseil national, lorsque la tranquillité fut

établie dans le pays et que l'Azerbaïdjan se mit à vivre comme un État indépendant, le gouvernement expédiait à Washington le radio-télégramme suivant :

A M. le Président des États-Unis, W. Wilson.

Pendant que le massacre universel, les destructions, les incendies et les souffrances des peuples battaient leur plein, vous avez daigné vous avancer, un rameau d'olivier à la main, et apprendre à l'humanité, qui avait perdu la raison, qu'il était temps d'abandonner le glaive et d'avoir recours à un moyen paisible pour résoudre les discussions existant entre les États. Par bonheur pour tous les souffrants, votre sublime appel couvre actuellement le bruit des machines d'enfer. L'heure bénie où les armes de la destruction de l'humanité seront coulées en armes de l'agriculture et en métiers des fabriques et des usines n'est pas loin. Pendant ces inoubliables moments historiques, lorsque étant pénétré du désir de sauver le monde entier d'une extermination réciproque et d'arracher les peuples petits et faibles aux griffes de la tyrannie et de l'esclavage, vous avez annoncé à l'univers l'acte suprême de l'humanité, les musulmans de l'Azerbaïdjan du Caucase, au nombre de quatre millions et qui avaient versé le sang de leurs fils jusqu'aux Carpates, dans les rangs de l'armée des Alliés, ayant souffert toutes les horreurs de la guerre universelle actuelle et de l'anarchie qui sévissait ici, ont pris la voie de la vie d'un État indépendant. Notre jeune République de l'Azerbaïdjan, qui a pris pour base de son activité la loyauté et l'activité sociale et politique de tous les peuples sans distinction de religion et de nationalité, existe de fait depuis le 28 mai de l'année courante. Le Gouvernement de l'Azerbaïdjan, élu par la libre volonté du peuple, ayant fondé dans le pays l'ordre nécessaire du droit, est occupé à réaliser les problèmes indispensables de la civilisation dans tous les domaines de la vie politique et sociale, et à rétablir la sécurité publique et l'industrie détruites par la guerre et par l'anarchie. Le jeune Gouvernement de l'Azerbaïdjan est prêt à recevoir chez lui les représentants de tout le monde civilisé; ils pourront s'assurer par eux-mêmes de ce que nous sommes en état de pouvoir nous gouverner en toute indépendance. La République de l'Azerbaïdjan est sûre d'avoir prouvé son droit à l'existence de pair avec les autres gouvernements civilisés, elle a seulement besoin que son indépendance et son exterritorialité soient reconnues juridiquement par les peuples de l'univers pour pouvoir établir l'union indispensable et atteindre ce qui est l'idéal de toute l'humanité. Avant de s'adresser aux pouvoirs puissants

de l'Europe, le peuple et le gouvernement de l'Azerbaïdjan, fixant leurs regards sur votre personnalité humaine, comme protecteur des petits peuples opprimés, espère que vous prendrez fait et cause pour eux, en ce qui concerne à reconnaître la République de l'Azerbaïdjan de la Transcaucasie comme un gouvernement indépendant, et attend votre haute assistance pour aplanir tous les obstacles que notre peuple pourrait rencontrer dans la réalisation de ses droits légitimes pour son existence indépendante, qui ont été reconnus par vous pour tous les peuples de l'univers.

Après la conclusion de l'armistice entre la Turquie et l'Entente, le commandant des forces alliées en Perse, général Thomson, notifiant le fait au gouvernement azerbaïdjanien, lui communiqua les clauses de cet armistice, clauses en vertu desquelles les Turcs ottomans devaient évacuer le Caucase, et déclara son intention d'occuper provisoirement Bakou pour en faire une base d'opérations contre les bolcheviks.

Le gouvernement de la République de l'Azerbaïdjan, prenant en considération toute l'importance pour la tranquillité dans les domaines des puissances de l'Entente de l'échec du mouvement bolchevik en Russie, ayant le vif désir d'entretenir des relations cordiales avec les peuples européens civilisés et de faire cause commune avec eux, a consenti sans hésitation à l'occupation provisoire de sa capitale par les forces alliées, ayant toute confiance dans leur bonne foi, et satisfait de l'assurance du chef de ces forces qui a déclaré que les alliés n'ont aucun désir d'intervenir dans les affaires intérieures de la République de l'Azerbaïdjan, la conférence de la Paix devant décider de son sort.

Le 17 novembre 1918, les forces alliées, avec le général Thomson en tête, entrèrent à Bakou où le gouvernement et la population les accueillirent chaleureusement.

Tout d'abord, il y eut beaucoup d'intrigues dirigées contre le gouvernement de l'Azerbaïdjan par des milieux qui,

hostiles à l'idée de l'indépendance du nouvel État, cherchaient à circonvenir le général Thomson. Mais peu à peu ce dernier, ainsi que les représentants militaires de la France et de l'Amérique, se sont rendu un compte exact des faits, et leur confiance dans la loyauté du peuple de l'Azerbaïdjan s'en est accrue. Il faut dire que le peuple azerbaïdjan, dans toute la longue période des troubles, avait été victime de bien des atrocités de la part de certains Russes ignorants et des Arméniens chauvins, ils ont pu malgré cela conserver leur bon sens et ne furent pas atteints par le désir de la vendetta si répandu en Orient ; dès qu'ils ont obtenu le pouvoir, au lieu des représailles, ils ont montré une impartialité absolue et une extrême générosité en vouant toutes ces atrocités à un « oubli » éternel. Tous ces faits ne pouvaient pas demeurer cachés aux Alliés, dont le chef a officiellement reconnu le Gouvernement local.

Pour la délimitation de la frontière, la République de l'Azerbaïdjan, n'a pas suivi l'exemple de ses voisins qui ont décidé de régler cette question au moyen des armes. L'Azerbaïdjan, même dans les moments les plus critiques, faisait preuve de modération et de sang-froid, se déclarant le partisan de l'arbitrage et des solutions pacifiques.

Malheureusement, cet exemple des Azerbaïdjanis n'a pas toujours été suivi par les autres... Certains éléments arméniens profitant des circonstances sans tenir compte des conséquences, et faisant preuve d'une intransigeance sans borne, ont fait obstacle à l'œuvre de pacification entreprise par le gouvernement de l'Azerbaïdjan. Ainsi, des actes de sauvagerie et des atrocités révoltantes furent commis par les insurgés arméniens de Turquie commandés par Andranik, qui continuaient de détruire les villages musulmans du

Karabagh et de massacrer sans pitié leurs habitants, afin d'obtenir dans la région une prétendue majorité arménienne servant de point d'appui aux revendications des milieux officiels arméniens à l'égard du Karabagh.

Pendant que toute l'attention du commandement azerbaïdjanien était fixée sur la ville de Bakou, Andranik, profitant des événements, assiégeait pendant les trois mois d'été la ville de Choucha, l'ayant isolée du monde entier. La position des Musulmans assiégés était très difficile, car non seulement ils étaient privés d'aliments, mais ils manquaient d'eau potable et, pendant ces jours de canicule, ces malheureux étaient obligés d'employer l'eau salée des puits. Après la prise de Bakou par les troupes azerbaïdjanaises, ces dernières délivrèrent immédiatement la ville de Choucha, et cela d'une façon peu sanglante : toute cette expédition ne coûta que 2 ou 3 morts aux insurgés arméniens.

D'ailleurs, la population arménienne de Choucha, elle aussi, accueillit chaleureusement les forces azerbaïdjanaises, leur offrant des fleurs. Mais dès que ces forces se furent retirées de la région, les bandes d'Andranik se mirent de nouveau à massacrer et à piller dans les villages musulmans.

Ces crimes continuèrent même après l'arrivée et pendant le séjour des Alliés à Bakou, et causèrent une grande effervescence dans la population et le Parlement. Le gouvernement de l'Azerbaïdjan, ne voulant pas adopter le système des représailles, s'adressa au général Thomson, qui, en tant que chef des forces alliées, avait déclaré qu'il assurerait la tranquillité dans le Caucase. Le général Thomson envoya la dépêche suivante aux endroits où il y avait des insurrections arméniennes :

Je suis informé que les Arméniens commettent des crimes et des pillages. Comme représentant des Alliés, je vous ordonne de prendre des mesures pour mettre fin à ces désordres, et transmettre à tous les Arméniens qu'ils restent tranquillement dans leurs maisons. Si vous

n'exécutez pas ces ordres, vous serez personnellement responsables de l'effusion possible de sang. Prière de donner avis de la réception de cette dépêche.

Mais Andranik ne cessait pas d'agir, même après la dépêche du chef des forces alliées, ce qui obligea ce dernier d'envoyer au Karabagh une commission mixte et un détachement avec des automobiles blindées.

Peu après, Andranik quitta le territoire de l'Azerbaïdjan. Le Conseil des ministres, dans la séance du 15 janvier de l'année courante, nomma un gouverneur général du Karabagh.

* *

Afin d'obtenir la reconnaissance de son indépendance, le Gouvernement et le Parlement de l'Azerbaïdjan envoyèrent en janvier dernier une Délégation à Paris pour défendre la cause du nouvel État devant la Conférence de la Paix. Il faut reconnaître que le général Thomson personnellement et les autorités britanniques en général, ont fait beaucoup pour faciliter le voyage de cette Délégation. Et il faut aussi constater avec regret que la Délégation de la République de l'Azerbaïdjan s'est heurtée, à Constantinople, à des difficultés suscitées par quelques représentants des Alliés... Voilà pourquoi la Délégation, arrivée à Constantinople le 19 janvier, n'a pas pu quitter la capitale ottomane, à destination de Paris, avant le 22 avril, et a été obligée de faire un détour par l'Italie.

A Rome, la Délégation a été reçue par le comte Sforza, remplaçant de M. Sonnino, qui se trouvait à ce moment à Paris, ce qui lui permit de constater la bienveillance du Gouvernement italien pour l'Azerbaïdjan. La Délégation, également, reçut une invitation de la part de M. le président de la Chambre.

A Paris, la Délégation de l'Azerbaïdjan était reçue par le

président Wilson, qui l'assura de la bienveillance des États-Unis à l'égard de toutes les nations désireuses d'être libres.

La même attitude, la Délégation la rencontra de la part des hommes d'État de la Grande-Bretagne.

Quoi qu'il en soit, la Délégation espère que ses demandes seront accueillies, et que l'Azerbaïdjan à qui, jusqu'ici, le régime russe ne permettait pas de se mettre en rapports avec le pays dont l'influence morale et intellectuelle domine dans les États musulmans voisins — en Perse et en Turquie — pourra bénéficier de sa vaste culture, et grâce à ses rapports économiques, pourra mettre en valeur les immenses richesses naturelles de son sous-sol, richesse dont, partout, on trouvera l'emploi.

Pour le rapprochement de la France et de l'Azerbaïdjan, les hommes d'État de ce dernier pays comptent surtout sur les milieux français qui, par leurs études spéciales, connaissent la région, sa population et son état d'esprit. Ils peuvent servir d'intermédiaires pour faire connaître l'Azerbaïdjan au public français et formuler son unique et légitime désir : entrer comme membre libre dans la libre famille des nations d'une civilisation avancée.

*
* *

Pour conclure, il faut dire quelques mots de la situation géographique de l'Azerbaïdjan.

L'Azerbaïdjan du Caucase a ses frontières naturelles et historiques, mais l'administration russe, voulant effacer les anciennes traditions et les souvenirs de l'indépendance, l'a divisé arbitrairement. C'est pourquoi le nouvel État n'a pu jusqu'ici entrer en possession de certaines parties de son territoire, actuellement aux mains de ses voisins — Géorgiens et Arméniens, et contestées entre les trois États.

Il faut reconnaître que le Gouvernement de l'Azerbaïdjan, dans ces discussions territoriales, s'est toujours montré conci-

liant, proposant de recourir à l'arbitrage ou au plébiscite.

Les frontières de la République actuelle de l'Azerbaïdjan sont, au nord : la République du Nord-Caucasien ; au nord-ouest : la Géorgie ; à l'ouest : l'Arménie ; au sud : la Perse, délimitée par le fleuve Araxe ; à l'est : la mer Caspienne.

Suivant la division administrative russe, la République de l'Azerbaïdjan se partage de la manière ci-après :

I. — Tout le *gouvernement de Bakou*, auquel appartiennent les départements suivants :

- 1° La préfecture de Bakou ;
- 2° Le département de Bakou ;
- 3° — Djévad ;
- 4° — Gueuktchäï ;
- 5° — Chemakha ;
- 6° — Kouba ;
- 7° — Lenkoran.

II. — Le *gouvernement d'Elisabethpol* (Guendjè), comprenant :

- 8° Le département d'Elisabethpol (Guendjè) ;
- 9° — Djévan-Chir ;
- 10° — Noukha ;
- 11° — Arech ;
- 12° — Choucha ;
- 13° — Karriaghin (Djébraïl) ;
- 14° — Zanghezour,
- 15° — Kazakh, dont la partie montagneuse, qui en

forme le tiers, est contestée entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

III. — Dans le *gouvernement d'Ériyan* :

- 16° Le département de Nakhitchévan ;
- Sourmali ;
- 17° $\frac{1}{5}$ — Novabaïzet ;
- 18° $\frac{1}{2}$ — Chazuro-Déré-Elagueuz.

IV. — Dans le *gouvernement de Tiflis* :

- 19° Le département de Bortchali ;
- 20° $\frac{1}{5}$ — Tiflis ;
- 21° $\frac{1}{3}$ — Signaksah.

V. — Le *district de Zakatal* :

Les richesses naturelles de l'Azerbaïdjan sont énormes. En dehors du fameux naphte de Bakou, il faut énumérer les vastes plantations de coton de Moughan et d'autres régions, des fabriques de caviar très estimé, de grandes poissonneries, surtout au bord du fleuve Koura et de la mer Caspienne, à partir de la station de Yalama du district de Kouba, à la frontière persane, jusqu'à la ville d'Astara, du département de Lenkoran ; des vignes et des vergers à Guendjè, Noukha, Chemakha et autres districts, et dans les départements de Bakou et de Guendjè se trouvent des terres, appartenant à la population indigène, qui produisent toutes sortes de céréales.

Dans ces gouvernements, peu étudiés jusqu'à présent, se trouvent aussi du minerai de cuivre, du soufre, de la chaux, de la houille, aussi bien que des eaux minérales, sulfureuses et autres.

Dans les montagnes du Karabagh, il y a quantité d'eaux minérales très appréciées des médecins : eaux gazeuses, sources chaudes, guérissant l'eczéma, etc.

Toutes ces richesses ne sont, pour ainsi dire, pas exploitées.

D. Z. T.

ANNEXE I

CONVENTION MILITAIRE ENTRE L'AZERBAÏDJAN ET LA GÉORGIE.

Les populations de Caucase, vivant sous la menace du Nord qui, selon le moment, prend la forme du bolchevisme ou de la réaction impérialiste, se sont rapprochées pour assurer mutuellement leur liberté et leur progrès social. Afin de sauvegarder une indépendance acquise au prix de tant de sacrifices, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, les deux plus importants des États formés au Caucase, ont signé une convention militaire dont un correspondant caucasien de la Revue du Monde Musulman lui communique le texte ci-joint, que nous publions sous toutes réserves.

Traduction.

CONVENTION ENTRE LES RÉPUBLIQUES DE GÉORGIE ET DE L'AZERBAÏDJAN.

Le gouvernement de la République géorgienne d'une part, représenté par M. Guéguetchkori, ministre des Affaires étrangères ; M. Ramichvili, ministre de la Guerre et de l'Intérieur, le général Guédévanoïff, sous-secrétaire d'État à la guerre, et le général Odichélidzé, membre du Conseil supérieur de la Guerre, et le gouvernement de la République de l'Azerbaïdjan, d'autre part, représenté par M. Djafaroff, ministre des Affaires étrangères ; le général Mehmandaroff, ministre de la Guerre, et le général Soulkévitch, chef de l'État-major général, lesquels, après avoir vérifié leurs pouvoirs, les ont trouvés en bonne et due forme, — ont, vu le danger sérieux menaçant l'indépendance des

Républiques transcaucasiennes, conclu le présent accord sur les bases suivantes :

1° Les États contractants s'engagent à repousser conjointement par toutes leurs forces armées et tous les moyens militaires dont ils disposent, toute attaque menaçant l'indépendance ou l'intégrité territoriale de l'une ou des deux Républiques contractantes.

Remarque. — Ce paragraphe ne s'étend pas aux conflits de frontière pouvant surgir à propos de la délimitation non encore terminée des territoires des Républiques transcaucasiennes.

2° Si un État limitrophe quelconque, au cours d'hostilités déjà ouvertes en vertu du paragraphe 1^{er}, attaque l'un ou les deux alliés dans le but de trancher par la force des armes des litiges de frontières, cet État est considéré comme belligérant.

3° Le présent accord a un caractère strictement défensif, et si l'une des parties déclare la guerre ou ouvre les hostilités, de sa propre initiative, et sans accord préalable, l'autre partie n'est pas tenue de participer aux hostilités.

4° Les parties contractantes s'engagent à régler tous les différends de frontières qui pourraient surgir entre elles d'un commun accord ou par voie d'arbitrage, dont les décisions sont reconnues comme définitives et obligatoires pour les deux parties.

5° Le présent traité est conclu pour une durée de trois ans. Un an avant son expiration, chacune des parties contractantes peut faire connaître son désir de le prolonger pour une nouvelle période ou de le dénoncer; dans ce dernier cas, le traité ne cessera d'être en vigueur qu'à l'expiration du délai fixé.

6° Les parties contractantes s'engagent à agir et à conduire solidairement des pourparlers diplomatiques en vue de la sauvegarde de l'indépendance et des droits souverains des deux États.

7° Les États contractants s'engagent, dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2, à ne pas conclure de paix séparée.

8° Les parties contractantes s'engagent à ne pas conclure de conventions militaires avec d'autres États sans le consentement préalable de leur allié.

9° Si, avant l'expiration du délai prévu au paragraphe 5, se constitue une Ligue des Nations garantissant l'indépendance et l'inviolabilité des frontières de tous les États qui en sont membres, le présent traité cessera d'être en vigueur, à dater de l'entrée des républiques contractantes dans la Ligue des Nations.

10° Il est réservé à la troisième république transcaucasienne, l'Arménie, le droit de signifier, dans un délai de deux semaines à dater du jour de la notification officielle du présent traité, son désir d'y adhérer.

11° L'échange des ratifications aura lieu à Bakou dans un délai de deux semaines à dater de la signature.

12° La présente convention est faite en double original.

Signé :

*Le Ministre des Affaires étrangères de
Géorgie : GUÉGUETCHKORI; le ministre
de la Guerre : RAMICHVILI; le sous-se-
crétaire d'État à la Guerre : général
GUÉDÉVANOFF; général ODICHÉLIDZÉ.*

Signé :

*Le ministre des Affaires étrangères de la
République de l'Azerbaïdjan : M. DJA-
FAROFF; le ministre de la Guerre :
MEHMANDAROFF; le chef d'Etat-major
général : général SOULKÉVITCH.*

Tiflis, le seize juin mil neuf cent dix-neuf.

Pour copie conforme:

Le Secrétaire de la Délégation
de l'Azerbaïdjan :

Signé : MAHARRAMOFF.

Le Secrétaire de la Délégation
Géorgienne :

M. TOUMANOFF.

ANNEXE II

LE FÉMINISME EN AZERBAÏDJAN.

A peine fondée, la République de l'Azerbaïdjan accordait aux femmes la totalité des droits civils et politiques. Ce fait, qui pourra surprendre ceux qui jugent le monde musulman d'après des conceptions surannées, n'étonnera aucun de ceux qui ont pu suivre l'évolution de la population de la nouvelle République, pendant les vingt ou trente années qui ont précédé la proclamation de son indépendance.

La polygamie, que l'Islam tolère sans l'avoir jamais recommandée, ni même approuvée, était inconnue dans les villes, exceptionnelle dans les campagnes, mal vue partout. Avides d'instruction, les Musulmanes trouvaient, auprès de leurs coreligionnaires, tous les encouragements qu'elles pouvaient désirer : seul le régime tzariste leur suscitait des difficultés, difficultés qui disparurent, en grande partie, après la première révolution de 1905. L'interdiction d'ouvrir des écoles nationales ayant été levée, de nombreuses écoles primaires furent aussitôt fondées. Vint ensuite le tour de l'enseignement secondaire. Un riche philanthrope, Takieff, créa à ses frais une École normale d'institutrices. Dans les classes élevées, beaucoup de jeunes filles suivaient les cours des gymnases russes, ou bien étaient élevées, dans leurs familles, par des gouvernantes étrangères, françaises surtout. Souvent elles continuaient leurs études dans les Universités ou les grandes Écoles de Petrograd et de Moscou : plusieurs y ont brillamment obtenu le diplôme de docteur en médecine ou en droit, d'ingénieur, etc.

La population musulmane suivait ces progrès d'un bon œil ; les mères, surtout, étaient désireuses de voir leurs filles s'instruire, et faisaient tout leur possible pour les envoyer dans les écoles.

Même transformation dans la vie quotidienne. Le voile a complètement disparu : tout comme les dames européennes, les dames musul-

manes donnent des fêtes et des réceptions, organisent des œuvres de bienfaisance, fondent des sociétés. Bakou possède actuellement trois sociétés féminines particulièrement actives, ayant pour objet la bienfaisance, la diffusion de l'instruction et l'éducation professionnelle. Pendant la guerre, la première de ces sociétés a rendu d'immenses services aux soldats russes, auxquels elle fournissait, en abondance, des vêtements et du linge. Les services des infirmières musulmanes ont été également appréciés.

Les femmes écrivains ne sont pas rares non plus, et la littérature de l'Azerbaïdjan doit à des femmes plusieurs de ses chefs-d'œuvre. On cite, entre autres poétesses de talent, Chefikè Khanoum.

On retrouve aussi les femmes dans la vie économique, mais leur rôle y est moins important, bien qu'un certain nombre d'entre elles — des veuves surtout — se livrent au commerce.

Sous le régime de la Constitution actuelle, les femmes sont électrices et éligibles, dans les mêmes conditions que les hommes. Une seule concession a été faite aux anciens usages : les deux sexes votent dans des sections différentes. Les femmes, qui ont mis un grand empressement à voter aux dernières élections, sans toutefois y présenter de candidates, suivent de près le mouvement politique. Le parti socialiste compte, parmi ses membres les plus en vue, une doctoresse et une institutrice ; il y a, parmi les rédacteurs de différents organes, de nombreuses femmes.

INSTITUT KURDE DE PARIS

ENTRÉE N° 923

TOURS, IMPRIMERIE E. ARRAULT ET C^{ie}.
